



RENDU EXECUTOIRE LE

13 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 11/07/2023

Reçu en préfecture le 11/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230711-23_A_DGAFMN_025-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAFMN-025**en date du **11 JUL. 2023**

portant délégation de signature temporaire à
Madame Béatrice CAMPAN,
Chargée de mission Projets Numériques pour l'Education

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 3221-3,
L. 3221-11 et L. 3221-13,

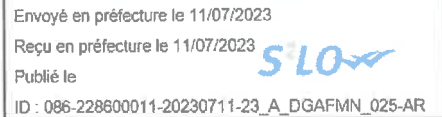
VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du
Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAFM-0053 en date du 10 décembre 2021 portant organisation
des services du Département de la Vienne,

ARRETE :**ARTICLE 1 :**

Délégation de signature est donnée à Madame Béatrice CAMPAN, Chargée de mission
Projets Numériques pour l'Education à la Direction Générale Adjointe de la Jeunesse, de l'Education
et de l'Epanouissement, à l'effet de signer, pendant la période comprise entre la date exécutoire du
présent arrêté et le 31 août 2023, les documents suivants :

- 1) la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, et les documents administratifs relatifs aux affaires de la Direction Générale Adjointe, ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- 2) les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- 3) la gestion et l'administration courante des moyens en personnel de la Direction Générale Adjointe : établissement des fiches de poste, autorisations d'absence, congés, ordres de mission sur le territoire national hormis Paris, la région Île-de-France et les communes de plus de 200 000 habitants lorsque les frais d'hébergement sont supérieurs à 60 € par nuit, états de frais de déplacement sur le territoire national, états d'heures supplémentaires,
- 4) toutes demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- 5) pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction Générale Adjointe inférieurs à 215 000 € HT :



- les pièces relatives à la préparation, la passation, l'exécution, le règlement et les avenants, à l'exclusion des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,

pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction Générale Adjointe supérieurs à 215 000 € HT :

- les mêmes pièces, à l'exclusion des contrats ou des actes d'engagement, des lettres de notifications aux entreprises, des avenants, des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,
- 6) les bons de commande en exécution d'un marché ou d'un accord-cadre à bons de commande géré par la Direction Générale Adjointe,
 - 7) les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre géré par la Direction Générale Adjointe,
 - 8) la sous répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil Départemental,
 - 9) les dépôts de plaintes et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes,
 - 10) les conventions et attestations de stages.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication et cesse de produire ses effets le 1^{er} septembre 2023.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet du Département laviennne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressée.


ARTICLE 4 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le 11 JUL. 2023

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON